



## **DECLARATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET DES AGENTS DE L'ALLIER AU CTPD DU 14/12/2010**

Monsieur le Président,

Les salariés et plus particulièrement les fonctionnaires sont attaqués de toutes parts. Ils se sont récemment mobilisés contre la réforme des retraites et plus largement contre les injustices sociales qui s'accroissent.

Après le passage en force sur la réforme des retraites contre l'avis majoritaire de l'opinion publique, le gouvernement annonce maintenant la poursuite de sa politique dogmatique de suppression drastique de l'emploi public. Les banquiers, les spéculateurs, les marchés financiers exigent désormais la liquidation de tous les droits sociaux (retraites, salaire minimum, protection sociale) afin de garantir aux actionnaires des dividendes toujours plus importants.

Le discours de culpabilisation asséné depuis des lustres aux fonctionnaires, pour mieux balayer leurs revendications, n'est aujourd'hui ni compris, ni admis (personne ne comprend ou comprend trop bien les accusations contre météo-France), à l'heure où on laisse filer les déficits et où coûte que coûte on maintient le bouclier fiscal. Bouclier qui au titre de 2010 a atteint les 700 millions d'euros, alors que l'économie budgétaire attendue de 30 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique d'Etat représente 500 millions d'euros.

Comment peut-on dans un même temps faire travailler les agents jusqu'à 67 ans, supprimer les emplois publics et dire qu'il y a des perspectives d'embauche pour les jeunes.

Pour nous, tout cela procède d'une même politique de prétendue réduction de la dépense publique sans aucune analyse cohérente des besoins sociaux. La finalité en est claire, en se soumettant aux marchés financiers, au FMI et à la Commission Européenne, le gouvernement sacrifie les missions de services publics et les outils de solidarité sociale sur l'autel des coûts et de l'emploi. Pourtant, l'emploi public est économiquement utile et socialement rentable.

Mieux vaut conserver des agents au service d'un public de plus en plus demandeur que de dépenser des sommes astronomiques dans une réforme inique qui consacre une dégradation du service à l'utilisateur. Pour exemple, la mise en place des SIP va coûter plus de 200 millions d'euros. Pourtant, derrière la belle vitrine, la cote d'alerte est dépassée dans les services et les files d'attente d'utilisateurs s'allongent devant les centres de finances publiques.

**FAIRE PLUS AVEC TOUJOURS MOINS DE MOYENS, TELLE EST  
L'IMPOSSIBLE EQUATION DE LA DGFIP !!!**

Pour la deuxième année consécutive la DGFIP dans un excès de zèle sans précédent applique pour le départ des agents à la retraite une suppression de 2 agents sur 3 au lieu de 1 sur 2 (dogme déjà absurde) soit un taux de non remplacement à 66 % , cela va se traduire par la disparition de 2543 emplois Equivalent Temps Plein pour 2011 après les 2569 emplois supprimés au 1<sup>er</sup> septembre 2010, ce qui portera à plus de 20 000 les emplois perdus depuis 2002, soit 15 % de l'effectif global.

Et rendre un meilleur service à l'utilisateur ?  
Plus personne n'est dupe de ce discours ...

La seule ambition dont peut se prévaloir Bercy, c'est celle qui conduit à toujours moins de technicité pour les agents, à toujours plus de polyvalence, à toujours moins de garantie de gestion, à toujours plus de flexibilité dans un contexte de pénurie d'emplois dont l'acuité se mesure au malaise désormais permanent des agents des finances publiques qui croulent de plus en plus sous le poids des réformes régressives et des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir les missions dans des conditions décentes. Alors qu'ils souffrent de la perte du sens de leur travail et d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs, quelle est la réponse de la Direction Générale :

La catégorie la plus fortement sollicitée reste la catégorie C, qui absorbe à elle seule 60% des suppressions de postes. Ainsi, entre 2006 et 2010, la catégorie C aura connu une diminution drastique de ses effectifs (moins 14%), tandis que sur la même période celle des A+ aura crû de près de 46%.

Le malaise profond des fonctionnaires et les suppressions d'emplois une nouvelle fois annoncées ne vont qu'amplifier et accélérer la faillite d'un système qui a oublié l'humain. Sans la cheville ouvrière de la DGFIP, que deviendra cette armée mexicaine que l'on déploie pour s'assurer une loyauté indéfectible ?

A la DGFIP, le volume des suppressions d'emplois est inacceptable et deviendra vite insurmontable !!! Aujourd'hui on attaque l'os. Comment vont fonctionner les services ? Malheureusement nous le savons bien : en parant au plus pressé, en sacrifiant les missions, en s'attachant uniquement aux apparences statistiques sous la pression hiérarchique et dans des conditions de vie au travail de plus en plus dégradées. De plus, la mise à mal de la conscience professionnelle des agents, la non reconnaissance de leur technicité, le manque de reconnaissance tout court, voire le mépris, etc ... tout cela ne peut que déboucher sur un désastre humain et par voie de conséquence, une mise à mal encore accrue des services publics. Combien de cas de souffrance au travail allons nous encore dénombrer dans l'avenir alors que 3000 ont été officiellement recensés en 2008 au Ministère ?

Au delà de la dégradation de l'exercice des missions et de l'abandon du service à l'utilisateur, ce sont bien les agents qui vont pâtir au quotidien des conséquences des suppressions d'emplois : les possibilités de mutation vont être considérablement réduites et les situations familiales et personnelles difficiles vont se multiplier.

Pour l'Allier, l'application à la DGFIP de la Révision Générale des Politiques Publiques et de son cortège toujours plus important de suppressions d'emplois et donc de création de chômage aura pour conséquence directe la disparition de 12 emplois à l'ex DGI (8 C et 4 B) et de 6 emplois à l'ex DGCP (1A et 5 B/C) ce qui portera et cela rien que pour l'ex DGI à 54 le nombre de destructions d'emplois subies ces 5 dernières années. Dans notre département, la règle c'est le non-remplacement de tous les fonctionnaires partant en retraite.

L'an dernier à la même époque nous disions « *Après des dizaines de suppressions d'emplois dans le département, dans tous les services de notre administration il est impossible, pour les agents de faire un travail de qualité sans les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission. Certaines missions à enjeux prioritaires et la politique des indicateurs qui les accompagnent*

*s'effectuent au détriment du travail de fond et d'autres missions tout aussi importantes. Nous sommes arrivés à un véritable point de rupture. »*

Nous y sommes, les agents de moins en moins nombreux sont partagés entre colère (revoyez les taux de grévistes lors des 8 journées de grève de 2010, excusez du peu !) et désespoir (souffrance au travail). Que comptez vous faire ? Quelles missions sont et seront abandonnées ? Nous ne pourrions plus nous contenter de reprendre la DPA de l'année précédente et de toujours majorer les objectifs. Nous voulons, si ces suppressions sont confirmées, que vous preniez la responsabilité de les traduire dans les chiffres de la DPA.

La question est simple: qui va effectuer les missions des 12 emplois supprimés ? Nous avons bien compris que vous nous proposez d'augmenter la charge de travail des collègues les moins bien payés. De notre point de vue la création de postes A de managers n'a répondu en rien aux attentes des citoyens et des agents, la situation du contentieux et du gracieux dans les SIP se dégrade inexorablement. Dans les SIE, la précipitation, l'impréparation, rendent impossible la mise en place de la CET.

Avec seulement 252 emplois (vous aurez supprimé en 25 ans la moitié des effectifs de la DGI dans l'Allier) c'est l'ensemble des missions de la DGFIP qui est remis en cause ainsi que le service rendu aux usagers. Et ce n'est pas la dérisoire opération de la charte Marianne qui répondra aux attentes.

C'est pourquoi nous refusons les suppressions d'emplois programmées pour 2011.

C'est pourquoi nous exigeons les créations d'emplois suivantes qui nous paraissent être indispensables à la fois au bon exercice de nos missions et à l'amélioration de nos conditions de travail.

**SIE:** maintien des services de l'enregistrement sur chaque SIE . création d'emplois B pour assurer toutes les missions du SIE.

**SIP:** création de postes B et C pour constituer une cellule foncière dans chaque SIP. Création de postes B et C pour assurer l'accueil.

**FI:** recréation complète de la cellule FI de Montluçon

**Cadastre:** création de postes d'opérateurs au plan sur les antennes de MOULINS et MONTLUÇON. Maintien de tous les emplois B en prévision de la révision.

**PCE:** création de postes B

Aujourd'hui, avec les agents et aux côtés de l'ensemble des personnels de la Fonction Publique nous exigeons

- l'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois
- les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques
- l'ouverture urgente de négociations salariales visant à une augmentation générale de la valeur du point d'indice et non pas des mesures individuelles qui ne bénéficient qu'à un petit nombre ou des primes de « Fonctions et de Résultats ».